

É D I T O R I A L

Une publication
du secrétariat
départemental du
SNES-FSU 71

Après la mobilisation historique du 5 décembre, la grève a été une nouvelle fois très suivie le 10 décembre. Partout en France, le vent se lève...

C'est dans ce contexte social tendu que le Premier ministre a prononcé son discours de présentation de l'architecture de la réforme le mercredi 11 décembre. Et plutôt qu'entendre la colère populaire, ce dernier n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Le chef du gouvernement a annoncé le maintien du projet de retraite par points et entériné l'existence d'un « âge pivot » à 64 ans.

Pousser les Français à travailler toujours plus longtemps, mettre en place une paupérisation générale de la population... Ces annonces ne sont ni plus ni moins qu'une déclaration de guerre.

Concernant le monde enseignant, il convient de parler de « double peine ». En effet, pour compenser le préjudice causé par la retraite par points, il faudrait rémunérer les professeurs à la hors classe, dès leur entrée dans le métier afin d'éviter la diminution du montant de leur future pension. Cela représenterait 10 milliards, somme que le Président de la République annonçait, lors de son discours à Rodez le 3 octobre 2019, ne pas vouloir attribuer. En outre, une hypothétique revalorisation salariale (annoncée pour 2021...) aurait pour contrepartie une redéfinition de nos statuts, de nos missions et de notre temps de travail, allant dans le sens d'une nouvelle dégradation de nos métiers.

Ce gouvernement s'occupe donc bel et bien de l'attractivité des métiers de l'éducation: salaires en berne, augmentation de la charge de travail, retraites lourdement amputées... « L'école de la confiance » en somme !

Aussi, après avoir tenté de monter les Français les uns contre les autres (public/ privé, régime général/régimes spéciaux...), la stratégie politique du gouvernement consiste désormais à diviser les Français en fonction de leur date de naissance (né avant ou après 1975) tout en misant sur un éventuel essoufflement du mouvement à la veille des fêtes de Noël.

Dès lors, face à la cacophonie médiatique faisant le jeu d'un pouvoir « *droit dans ses bottes* » et aux diverses techniques de communication malhabiles des promoteurs de la casse sociale, réaffirmons sans ambiguïté notre **revendication première et non négociable: le retrait du projet de retraite par points.**

Par ailleurs, nous dénonçons, avec la plus grande fermeté, la Loi Dussot de « *transformation de la fonction publique* » qui, en supprimant le paritarisme, retire aux fonctionnaires toutes leurs protections statutaires et donne à l'administration un pouvoir discrétionnaire sans précédent.

Dès lors, en soutien avec les cheminots, traminots, personnels hospitaliers et tous les salariés en grève, nous appelons à faire de la journée du mardi 17 décembre une nouvelle journée unitaire de grève et de manifestations avec pour seul mot d'ordre : RETRAIT !



**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
LE MARDI 17 DÉCEMBRE**